

Yves WINKIN, *La communication n'est pas une marchandise. Résister à l'agenda de Bologne*

Bruxelles, Éd. Labor/Éd. Espace de Libertés, coll. Liberté j'écris ton nom, 2003, 96 p.

Thomas Heller et Bernard Miège



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7169>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.7169](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7169)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Thomas Heller et Bernard Miège, « Yves WINKIN, *La communication n'est pas une marchandise. Résister à l'agenda de Bologne* », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 19 juillet 2013, consulté le 30 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7169> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7169>



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

spécialités voisines ? En bref, pourquoi autant d'honneur ou d'indignité ?

Est-il si évident que le domaine médiatique (presse, radio-télévision, et dans une moindre mesure les techniques de l'information et de la communication (TICs), soient à ce point privilégiées par les universitaires de l'inter-discipline ? À quelle aune mesurer cette dominance ? En tout cas, le temps n'est pas loin où l'on considérait que les études sur l'audiovisuel étaient à développer, de même que les travaux sur le journalisme. Des efforts ont été faits, incontestablement, mais pas au point de rendre ces spécialités hégémoniques. Maintenant, il est pour le moins curieux de reprocher aux SIC d'ouvrir à des emplois. Diverses enquêtes récentes le confirment en effet, mais surtout par comparaison avec d'autres disciplines des sciences humaines et sociales. Mais, contrairement à ce que Yves Winkin affirme sans avoir regardé les choses de près, ce n'est pas parce qu'elles ont préparé à des métiers « pointus » ; au contraire, c'est parce qu'elles avaient en vue des professions, ou même des champs professionnels, permettant des évolutions, des changements et des réorientations.

Quant à l'accent mis sur l'anthropologie, et au travail de terrain, il interroge doublement : pourquoi mettre au premier plan cette seule discipline et même lui accorder un monopole, alors que les efforts pour traiter des phénomènes communicationnels avec des méthodologies inter-sciences débouchent enfin sur des résultats productifs tant en recherche qu'en formation ? Et pourquoi Yves Winkin ignore-t-il – ou feint-il d'ignorer – le recours aux méthodologies des sciences sociales (dont l'enquête sociologique) dans les programmes des filières professionnalisées ; de quels éléments précis dispose-t-il lorsqu'il affirme (p. 75) que les étudiants sont en stage dans un but de sensibilisation professionnelle ou afin d'acquérir les rudiments d'un savoir-faire technique ? Qu'il sache au moins que ses affirmations sont en contradiction avec les « prescriptions » relatives aux IUT, IUP et DESS, et aux évaluations auxquelles il est procédé à l'occasion des (ré)-habilitations.

Cette notice critique, nécessairement

succincte ne permet pas d'aborder complètement les questions posées par/dans le livre d'Yves Winkin, qui mériteraient un plus large débat. Certaines, quoiqu'en pense l'auteur, ne laissent pas insensibles, ni inactifs ceux qui sont concernés de près ou de loin. Mais on ne peut les appréhender que par des méthodes éprouvées, l'élaboration collective et/ou l'enquête. Une dernière remarque : dans un post-scriptum, Yves Winkin note (comme d'autres) que le CNRS aurait dû faire plus pour la légitimation des SIC, par exemple en lui consacrant une section spécifique. Il ajoute que l'organisme a au moins fait exister les SIC grâce au laboratoire « Communication et politique ». Nous sommes de ceux qui pensons qu'il s'agit d'une contre-vérité historique, facilement vérifiable : le cavalier seul de ce laboratoire, et son refus assuré de coopérer avec des universités, pendant de très nombreuses années, ont largement contribué au *statu quo ante* donnant des justifications à l'immobilisme.

Bernard Miège
GRESEC, Grenoble 3

Yves Winkin a l'ambition de poser les jalons d'une résistance à l'agenda de Bologne concernant l'avenir des universités. Plus particulièrement, la question porte sur l'avenir des sciences de l'information et de la communication (SIC) dans un contexte de transformations, traversé par des logiques économiques qui interrogent le rôle et le sens de l'enseignement et de la recherche en la matière. Le livre est constitué de trois parties précédées d'un rappel du projet décidé à Bologne. Dans la première, l'auteur s'insurge contre certaines pratiques, techniques et pseudo-sciences, qui tendent à infiltrer les enseignements en SIC ; dans le développement, la programmation neurolinguistique (PNL) tient une place importante en tant que paradigme des approches condamnables dans le champ de la communication. La deuxième partie s'attarde sur l'histoire de l'institutionnalisation des SIC et fait ressortir, à travers les modèles français et belge (francophone), l'ancre originel de la discipline dans des préoccupations de type professionnel ainsi que la fragilité scientifique des SIC, notamment imputée à ce qu'on

pourrait appeler un syncrétisme disciplinaire inachevé qui pose la question de l'héritage. Enfin, face à la menace de la PNL et à l'adéquation partielle des filières SIC aux transformations en cours, Yves Winkin, considérant la nécessité d'une résistance à l'agenda de Bologne, propose de développer un enseignement universitaire en anthropologie de la communication. L'auteur s'appuie sur une définition du rôle de l'Université en terme de « savoir-être au monde » qui s'opposerait à une conception instrumentale de l'enseignement de la communication. Or, le lien entre anthropologie de la communication et résistance est loin d'être clairement posé, d'autant qu'il nous semble que cette proposition trouve sa place dans l'agenda de Bologne. Question de cadrage.

L'ouvrage commence par une critique de la PNL (et accessoirement du *Facial Action Coding System*). Cumulant des qualités de pseudo-science et d'instrument au service d'un usage social moralement condamnable (maîtrise du comportement d'autrui, manipulation), son intrusion à l'Université et l'hypothèse de son déploiement comme conséquence de Bologne, sont quelque peu inquiétants. Mais de quoi doit-on s'inquiéter ? de l'enseignement d'une matière dont les fondements scientifiques sont en partie erronés ? de l'instrumentalisation de la communication inhérente à cet enseignement qui passe par des grilles de lecture des comportements ? ou de l'usage social de ces grilles qui se ramène à une quête de pouvoir sur autrui (voire sur soi depuis que la PNL s'est mise au diapason du développement personnel) ? Dans le cas présent, sans doute de tout cela à la fois. C'est pourquoi la PNL est exemplaire. Mais – et il ne s'agit pas de prendre la défense de la PNL –, cette focalisation ne doit pas faire oublier qu'en matière d'enseignements dans le domaine de la communication et, en particulier, dans les filières professionnalisantes, certains savoirs dispensés ne relèvent pas davantage de la science, que bien d'autres encore ont une portée instrumentalisante, tandis que certains savoirs théoriques – fondés scientifiquement – offrent des points d'appui à des pratiques. Si les pratiques découlant de ces savoirs ne sauraient être condamnables en soi, certaines peuvent néanmoins rejoindre

celles, condamnables, qui sont attribuées à la PNL.

En ce sens, ce n'est pas tant l'instrumentalisation ou la technicisation de la communication qui est le véritable problème, mais les enjeux auxquels elle renvoie et le type de partenaires qu'elle construit. De cela, c'est-à-dire d'une philosophie politique de la communication, il n'est pas question. En dépit des critiques dont elle fait l'objet dans ce livre, la PNL semble avoir sa place à l'Université, pour peu que son enseignement ne se fasse pas sous les auspices de la science ; si l'auteur s'insurge contre les approches qui se réclament de la science, la tentative d'un homme d'affaires d'introduire la PNL à l'université de Liège est rapportée avec plus d'indulgence : « Que l'homme d'affaire veuille faire des affaires, après tout c'est normal. Pas de quoi partir en guerre contre la PNL » (p. 26). Si la déclaration de Bologne est la voie ouverte à la « PNLisation » de l'enseignement des SIC, la résistance à cette intrusion est ici relativement formelle.

Avec l'anthropologie de la communication, Yves Winkin propose un enseignement et un champ de recherche qui sont aux antipodes de la démarche PNL. Or, s'il ne fait aucun doute qu'un tel domaine puisse se définir comme une « alternative » à la « PNLisation » de la communication, est-ce une garantie suffisante de résistance ? L'approche de la communication qui est défendue et les retombées cognitives qui en sont attendues préservent-elles d'une instrumentalisation allant dans le sens des transformations en cours ? Cette formation en anthropologie se présente sous les auspices les plus classiques de la démarche universitaire en sciences sociales : il est question de socle épistémologique, de méthode ethnographique, de construction théorique. Bref, il s'agit, comme le souligne l'auteur, d'une démarche « à l'ancienne », comme si elle relevait déjà d'un passé révolu. Telle qu'elle est présentée, cette discipline s'inscrit pleinement dans la mission traditionnelle de l'université. Mais sa présentation n'est pas non plus sans témoigner d'une certaine ambivalence, susceptible d'affecter la relation à cette mission, et dans un sens, parfois, que ne renieraient

sans doute pas les plus libéraux (au sens économique du terme).

Ainsi, selon l'auteur, « en matière de SIC, il me paraît beaucoup moins important d'acquiescer des pratiques techniques que des dispositions relationnelles, des savoirs formels que des savoir-être (au monde) » (p. 9) ; ou encore : « Sans doute faut-il que l'Université transmette des savoirs et des savoir-faire, mais il me paraît plus essentiel encore qu'elle s'efforce d'inscrire dans les corps grâce à des expériences de vie, des schèmes de perception, d'appréciation et d'action, c'est-à-dire des habitus générateurs de conduite dans divers domaines » (p. 64). Ce n'est pas la portée pratique d'un tel enseignement que nous voulons critiquer, mais le sort qui est fait à ces savoirs formels dont on aurait pu penser qu'ils fussent au fondement d'un enseignement universitaire et d'un horizon de la recherche. Les voilà relégués au second plan ou dilués dans des habitus régulateurs.

Certes, en mettant en avant l'acquisition de dispositions, l'auteur entend proposer une alternative à un enseignement en SIC qui consisterait en un apprentissage de techniques. Mais, en minimisant le rôle des savoirs formels et en les opposant à un savoir-être au monde, non seulement il brise les fondations sur lesquelles le projet du savoir-être peut s'élaborer d'un point de vue universitaire (*via* l'anthropologie de la communication) mais, en plus, il fait le jeu de ceux qui ne voient dans les savoirs formels que leur coût et leur utilité économique. Si ce n'est pas si important que cela, autant les supprimer. Et pourtant, Yves Winkin rappelle que « rien n'est plus pratique qu'une bonne théorie » (p. 55). Une autre ambivalence concerne le rôle des enseignants : la visée pratique d'une anthropologie de la communication est l'acquisition par l'étudiant de certaines dispositions. Cette acquisition renvoie à des savoirs spécifiques que l'auteur appelle analogiques et « qui relèvent du savoir-être, de l'expérience, de l'*insight*. Ce sont des manières de réagir face au monde, face à la nouveauté » (p. 65). Ces savoirs sont distincts des « savoirs digitaux » dont la transmission consiste à « livrer une information en fines tranches : la présence

physique d'un médiateur humain entre la "matière" (la bien nommée) et l'apprenant n'est plus vraiment nécessaire. Un livre, une cassette, un site web suffisent » (p. 65). Certes, pour peu que l'apprenant sache lire, il peut se référer à un support pour ingérer des savoirs digitaux. Est-ce à dire que la « présence physique d'un médiateur n'est plus vraiment nécessaire » ? Voilà une appréciation qui, si elle est prise au pied de la lettre, devrait réconforter nos gouvernants, soucieux de « dégraisser le mammouth ». En tout cas, elle devrait rassurer les marchands sur le bien-fondé de leurs investissements.

Restent les savoirs analogiques, non reproductibles ceux-là et qui, pour cette raison, nécessitent « la présence engagée d'un maître » ; l'anthropologie de la communication – on s'en doute – formerait un cadre idéal pour leur acquisition. Dans la mesure où une telle discipline table sur « l'acquisition d'une capacité à faire face à l'altérité quelle qu'elle soit » (p. 67) et sachant que cette acquisition passe avant tout par l'expérience, on peut supposer qu'il y a d'autres voies pour y accéder. Yves Winkin le reconnaît lorsqu'il évoque les échanges Erasmus. Mais, hors du carcan universitaire, les jobs d'été, les voyages à l'étranger y contribuent également. C'est un aspect quelque peu négligé par l'auteur : l'étudiant tel qu'il est représenté dans son livre est plutôt peureux, soucieux de ne pas trop s'éloigner de sa famille. Beaucoup d'étudiants correspondant à cette définition, l'Université peut contribuer à les ouvrir au monde, et il faut assurément s'en réjouir. Toutefois, il serait hasardeux de généraliser. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'intérêt d'une telle formation, mais de nuancer un discours qui tend à créer un vide autour de son objet pour pouvoir en affirmer l'importance ou l'impérieuse nécessité.

Dans le même esprit, si on prend l'anthropologie de la communication du point de vue d'une alternative à l'apprentissage de techniques, il faut reconnaître que bien des enseignants-chercheurs en SIC s'efforcent de s'écarter de cette instrumentalisation. Il s'agit moins de résistance à la technique que de défense d'une certaine idée de l'enseignement universitaire, « à l'ancienne », et de son rôle en termes d'ouverture d'esprit.

Ainsi la mise en valeur du projet de l'auteur s'effectue-t-elle au prix d'une secondarisation des savoirs formels – pour ce qui est des SIC en tout cas – et d'une remise en cause du rôle de l'enseignant et de sa place. En effet, certaines formulations ont des implications politiques et économiques qui questionnent ce projet sous l'angle de la résistance.

Pour définir le rôle d'un enseignement en SIC, plus particulièrement en anthropologie de la communication, Yves Winkin utilise à plusieurs reprises la notion de savoir-être. Bien qu'il ne donne guère de précision sur ce que recouvre cette notion, il est possible d'en saisir le sens à la lumière des développements relatifs aux finalités d'un tel enseignement. Ainsi, en première approximation, le savoir-être au monde est-il « une capacité à faire face à l'altérité » (p. 67), « une manière de réagir face au monde, face à la nouveauté, face à l'inconnu » (p. 65). Il s'agit d'une posture caractérisant, dans un rapport à l'autre, ce qu'on pourrait appeler un humanisme ; le savoir-être concerne une attitude générale de l'homme vivant dans le monde au milieu de semblables, avec lesquels il est amené à nouer des liens, et soucieux d'intercompréhension. Mais cette notion prend une autre orientation qui découle d'autres finalités attribuées à cette anthropologie de la communication, impliquant le devenir professionnel des étudiants. Elle concerne aussi des dispositions requises pour évoluer correctement dans ce monde social particulier, ce dont témoignent des idées comme « se gérer de manière autonome » (p. 64), « régir, presque sur le mode du réflexe, de multiples situations de la vie professionnelle » (p. 63), « se montrer plus flexible que d'autres tout au long de leur parcours professionnel » (p. 75).

En somme, l'anthropologie de la communication n'est pas dépourvue d'une logique instrumentale, logique que l'auteur dénonce par ailleurs. Si la PNL consiste en un ensemble de techniques visant notamment un pouvoir sur autrui, ici, il est plutôt question de gestion de soi. Est-ce que le rapport au pouvoir et à la soumission s'en trouve pour autant évacué ? La capacité à se gérer et à se montrer flexible peut très bien constituer un levier dans l'exercice du pouvoir.

Après tout, ce qui caractérise le salarié moderne n'est-il pas sa flexibilité et sa capacité à faire face à l'inconnu : deux compétences révélatrices d'un certain savoir-être ? Dans sa visée transformatrice, l'anthropologie de la communication n'est donc pas à l'abri, à l'instar de la PNL, d'une instrumentalisation tout aussi moralement condamnable.

C'est dans le domaine du recrutement et de la gestion des ressources humaines que la notion de savoir-être est particulièrement utilisée. Dans le livre qu'elle consacre à cette notion, Sandra Bellier (*Le savoir-être dans l'entreprise. Utilité en gestion des ressources humaines*, Paris, Éd. Vuibert, 1998) se demande à quelle condition il est possible d'envisager le savoir-être comme une compétence. En réaction à un usage du savoir-être qui participe de la reproduction sociale et de la domination sociale, elle cherche à sortir la notion d'une définition personologique douteuse car correspondant à la figure stéréotypée du cadre. En outre, il s'agit de valider le savoir-être comme compétence particulière. En s'appuyant sur l'approche interactionniste, Sandra Bellier propose de redéfinir le savoir-être. On passe ainsi d'une définition centrée sur les qualités intrinsèques de l'individu à une définition centrée sur le traitement de l'information et la construction d'une réponse adaptée. On peut dire qu'il s'agit d'une approche communicationnelle du savoir-être même si, chez cet auteur, c'est le processus de traitement de l'information qui prime, ce qui renvoie le savoir-être à une compétence cognitive. Néanmoins, cette approche interactionniste – ou bien faut-il dire cybernétique ? – du savoir-être n'est pas sans rappeler la proposition d'Yves Winkin. Certes, celui-ci ne s'intéresse pas directement aux processus cognitifs intervenant dans une démarche d'adaptation ; mais avec la notion d'habitus, on est bien dans le registre (au moins en partie) de processus cognitifs intériorisés par lesquels l'individu pourra apprécier et s'adapter à des situations nouvelles, faire face à l'inconnu. Dans cette perspective, on pourrait dire que l'anthropologie de la communication serait la discipline par laquelle l'individu construi-

rait des capacités cognitives qui peuvent entrer dans le champ d'une évaluation en termes de savoir-être. Mais, au-delà d'une problématique d'évaluation, on comprendra tout l'intérêt d'une formation de ce type en rapport avec le monde du travail, dans la mesure où ces capacités cognitives sont mises au service de la flexibilité, de la gestion de soi, c'est-à-dire au service de la constitution d'un modèle de salarié compatible avec les conditions actuelles de la mise au travail.

À partir de là, on peut s'interroger sur le rapport de l'anthropologie de la communication à une quelconque résistance. En définitive, loin d'être un vecteur de résistance, il se pourrait au contraire que l'anthropologie de la communication, telle qu'elle est décrite dans cet ouvrage, puisse être, dans sa finalité pédagogique rapportée au travail, la matière en sciences sociales dont Bologne a besoin pour lier de façon positive l'Université à l'Entreprise. Par sa visée transformatrice des individus, elle contribuerait à assurer ce passage de l'Université au marché du travail ; il s'agit de construire non l'*homo academicus* mais l'étudiant employable, c'est-à-dire – pour reprendre quelques-uns des attendus des organisations aujourd'hui – « flexible », « capable de se gérer de manière autonome » dans de « multiples situations de la vie professionnelle ».

Pour lier l'anthropologie de la communication à un acte de résistance, l'argumentaire d'Yves Winkin relève à notre avis du paralogisme : l'agenda de Bologne ouvre la voie à une « PNLisation » des SIC ; l'anthropologie de la communication est à l'opposé de cette « PNLisation » ; donc elle est aux antipodes de Bologne ; donc elle relève d'un acte de résistance. Il n'en est rien. Ceci ne saurait pour autant remettre en question l'intérêt de cette discipline, sur le plan heuristique ou pratique, et ce qu'elle peut apporter aux étudiants pour appréhender le monde. Pour autant, il n'est pas certain, qu'« acquérir une formation en anthropologie de la communication, c'est se donner les moyens de devenir citoyen du monde » (p. 83). Tout au moins si l'on entend par citoyenneté un rapport au monde sous-tendu par une conscience politique. Ce qui

manque justement à cette anthropologie de la communication, c'est un point de vue sur le monde à partir duquel puisse s'élaborer une citoyenneté. Le monde présenté par Yves Winkin est un monde sans conflit, sans rapport de force, sans social. Il s'agit d'un monde à « embrasser » (p. 65), non d'un monde à discuter, à critiquer, à transformer. En cela, il y a dans ce texte une sous-utilisation de la pensée de Pierre Bourdieu, pourtant cité à maintes reprises. Sans doute une présentation de l'anthropologie de la communication comme lieu de résistance aurait-elle gagné à se nourrir de cette pensée critique.

Thomas Heller

Lille 1

GERICO, Lille 3

Dominique WOLTON, *L'autre mondialisation.*

Paris, Flammarion, 2003, 212 p.

Dans son dernier ouvrage, Dominique Wolton présente un véritable plaidoyer pour la cohabitation culturelle. Ses recherches récentes sur la communication politique entre la Polynésie française et la métropole, puis sur l'impact qualitatif de la politique des nouvelles technologies dans les départements d'outre-mer; lui ont permis, à l'aube du XXI^e siècle, de reconsidérer les concepts d'identité, de culture et de communication. Son livre s'organise autour de cinq chapitres – chacun étant suivi de nombreuses indications bibliographiques permettant de prolonger le débat – qui aboutissent sur des propositions d'actions parfois surprenantes.

En spécifiant d'entrée de jeu que les tenants et aboutissants de son ouvrage sont de « penser les conditions de la mondialisation de l'information et de la communication afin que cette dernière ne devienne pas une sorte de bombe à retardement » (p. 10), l'auteur parvient à considérer l'information, la communication et la culture comme des valeurs de progrès et d'émancipation, mais aussi comme des dérives possibles d'un futur incertain. Ces trois notions peuvent s'inscrire soit dans ce qu'il nomme la « dimension fonctionnelle » qui « renvoie tout simplement au fait que, dans la société, tout s'échange », soit dans la « dimension normative » qui « renvoie à un idéal, à l'idée de partage, de compréhension »